

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

UN LIBRARY

NOV 16 1979

UN/SA COLLECTION



Distr.
LIMITEE

A/C.2/34/L.51
14 novembre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



Trente-quatrième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Algérie, Angola, Comores, Cuba, Djibouti, Emirats arabes unis, Ethiopie, Grenade, Inde, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Nicaragua, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, Tunisie, Yémen et Yémen démocratique : projet de résolution

Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés

L'Assemblée générale,

Ayant présents à l'esprit les principes pertinents du droit international et les dispositions des conventions et des règlements internationaux, en particulier de la Convention IV de La Haye de 1907 1/ et de la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 2/ concernant les obligations et les responsabilités de la puissance occupante,

Rappelant ses précédentes résolutions relatives à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, particulièrement leurs dispositions appuyant résolument les efforts des pays en développement et des peuples des territoires sous domination coloniale et raciale et sous occupation étrangère dans leur lutte pour regagner le contrôle effectif de leurs ressources naturelles et toutes leurs autres ressources, leurs richesses et leurs activités économiques,

1/ Dotation Carnegie pour la paix internationale, Les conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907, New York, Oxford University Press, 1915, p. 100.

2/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973, p. 287.

AYANT PRÉSENTES À L'ESPRIT LES DISPOSITIONS PERTINENTES DE SES RÉSOLUTIONS 3201 (S-VI) ET 3202 (S-VI) DU 1ER MAI 1974, CONTENANT LA DÉCLARATION ET LE PLAN D'ACTION CONCERNANT L'INSTAURATION D'UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, ET 3281 (XXIX) DU 12 DÉCEMBRE 1974, CONTENANT LA CHARTE DES DROITS ET DEVOIRS ÉCONOMIQUES DES ÉTATS,

RAPPELANT EN OUTRE SES RÉSOLUTIONS 3175 (XXVIII) DU 17 DÉCEMBRE 1973, 3336 (XXIX) DU 17 DÉCEMBRE 1974, 3516 (XXX) DU 15 DÉCEMBRE 1975, 31/186 DU 21 DÉCEMBRE 1976 ET 32/161 DU 19 DÉCEMBRE 1977 RELATIVES À LA SOUVERAINETÉ PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATIONALES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS,

1. Souligne le droit des États et des peuples arabes dont les territoires sont sous occupation israélienne d'exercer leur souveraineté et leur contrôle, de façon complète, effective et permanente, sur toutes leurs ressources naturelles et autres, leurs richesses et leurs activités économiques;
2. Réaffirme que toutes les mesures prises par Israël pour exploiter les ressources humaines, naturelles et autres, les richesses et les activités économiques des territoires arabes occupés sont illégales et demande à Israël de cesser immédiatement toutes ces mesures;
3. Réaffirme en outre le droit des États et des peuples arabes subissant l'agression et l'occupation israéliennes à la restitution de leurs ressources naturelles et humaines et de toutes leurs autres ressources, richesses et activités économiques, ainsi qu'à une pleine indemnisation pour l'exploitation, l'épuisement, les pertes et les dommages subis, et demande à Israël de répondre à leurs justes revendications;
4. Demande à tous les États de soutenir et d'aider les États et les peuples arabes dans l'exercice des droits susmentionnés;
5. Demande à tous les États et à toutes les organisations internationales, institutions spécialisées, sociétés d'investissement et autres institutions de n'accorder ni reconnaissance, ni concours, ni aucune aide à toutes mesures prises par Israël pour exploiter les ressources des territoires occupés ou pour modifier d'une façon quelconque la composition démographique, le caractère géographique ou la structure institutionnelle de ces territoires;
6. Prie le Secrétaire général d'établir et de présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session un rapport tenant compte des dispositions du paragraphe 2 de la résolution 32/161 de l'Assemblée.
